

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

---

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**AUTORITE DE REGULATION DES  
MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**COMMUNE DE KEBEMER**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE  
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE  
DE LA GESTION 2011**

**RAPPORT FINAL**

**(AVRIL 2013)**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

---

Dakar, le 15 avril 2013

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par la Commune de Kébémér pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics (décret N° 2007 – 545 du 25 avril 2007 modifié et complété par les décrets N° 2010 – 1188 du 13 septembre 2010, N° 2011-04 du 6 janvier 2011 et N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Commune de Kébémér avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les réserves et exceptions ci – après :

## **1. Réserves**

- a) l'examen des dossiers de DRP qui nous ont été transmis a permis de noter que la mise en œuvre de la procédure de DRP est fortement marquée par des signes de collusion entre soumissionnaires ou de simulation de concurrence de la part de l'Autorité Contractante. Le même groupe d'entreprises (GIE MAACHAALAH, SEBPTA, BTP ASSAINISSEMENT, SUARL SECK & FRERES) est consulté sur la quasi-totalité des DRP, avec presque toujours le même attributaire (SUARL SECK & FRERES) pour lequel les autres soumissionnaires semblent jouer le rôle de faire valoir. Ces entreprises présentent des factures pro forma qui, au regard d'un faisceau d'indices concordants semblent avoir été établies par la même source ou des sources liées. Pour certaines de ces DRP, les mêmes anomalies identifiées dans les offres des soumissionnaires ont été notées dans les documents internes de l'Autorité Contractante laissant entrevoir que certains de ses agents ont participé à ce processus de fraude institué en système de gestion des DRP en violation des principes d'équité et de transparence qui régissent la commande publique.
- b) l'examen de la procédure d'appel d'offres portant construction de salles de classe a permis de noter plusieurs non conformités :
  1. dans le procès verbal d'ouverture des plis la Commission des Marchés a d'emblée éliminé deux soumissionnaires (BTP Assainissement et SEBTPA) au motif que le montant de leurs offres financières dépassaient le budget prévisionnel. Cette élimination constitue une violation des dispositions du CMP car, toutes les offres jugées conformes et recevables doivent être admises pour examen détaillé ; le choix de la Commission devant par la suite porter sur l'offre conforme la moins disante. Cette élimination à l'ouverture est susceptible de faire l'objet d'un recours pouvant entraîner l'annulation de la procédure et retarder l'exécution du plan de passation des marchés.
  2. nous avons noté une incohérence entre les différents documents de passation des marchés ; en effet, l'intitulé du DAO fait état d'un appel d'offres en deux lots relatifs respectivement à la construction de trois salles de classe à Kébémér 5 (2) et Kébémér 9 (1) pour le lot N° 1 et deux salles de classes à Mor Madjiguène Kébé (1) et Mbaye Fatma Kébé (1) pour le lot N°2. L'examen du tableau récapitulatif des offres annexé au DAO a permis de relever qu'il y est mentionné que le lot 2 serait constitué des équipements des

salles de classe. De plus, le Procès Verbal d'Ouverture des plis tout comme les offres des soumissionnaires portent sur deux lots constitués respectivement de la Construction des Salles de Classe (Lot N°1) d'une part et de l'Équipement des Salles de Classe (Lot N° 2) d'autre part. En fait, il s'agit de deux marchés différents, l'un passé par appel d'offres et relatif à la construction de salles de classes en deux lots comme indiqué ci-avant et le second marché relatif à l'équipement des salles de classe passé par DRP ; les deux marchés ont fait l'objet d'un procès verbal unique dans lequel les deux lots relatifs à la construction ont été traités comme un lot unique en violation du règlement de la consultation et la DRP a été intégrée au PV comme s'il s'agissait du lot N° 2. Il convient, pour la clarté du processus d'évaluation d'établir des procès verbaux distincts mais également de veiller à ne pas faire un nouvel allotissement en cours d'évaluation.

Le procès verbal unique de la Commission des Marchés qui a condensé les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution indique que le GIE MBOUL retenu comme attributaire provisoire s'est désisté. Cette information ne doit pas figurer dans le procès verbal dès lors que l'attributaire provisoire n'est pas censé être informé des résultats de l'évaluation avant l'approbation du procès verbal d'évaluation par la Personne Responsable des Marchés. Cette information consignée dans le procès verbal trahit une violation du secret des délibérations auquel sont astreints les membres de la Commission des Marchés.

Le dossier qui nous a été présenté ne comporte pas la notification de l'attribution provisoire tout comme de la lettre d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres. Le support de publicité de l'attribution provisoire ne figure pas non plus dans le dossier en violation des dispositions de l'article 83 du CMP.

Par lettre en date du 03 octobre 2011, le GIE MBOUL, attributaire provisoire du marché a renoncé, comme indiqué ci-avant, à la construction des 5 salles de classe pour des raisons techniques et financières tout en acceptant d'exécuter le lot 2 (nouveau) relatif à l'équipement des salles de classe. Le procès verbal indique qu'une seconde évaluation a été faite à l'issue de laquelle, le second moins disant en l'occurrence le GIE Keur Darou Niane a été provisoirement retenu pour l'exécution des travaux de construction des salles de classe. Nous notons sous ce rapport que le DAO n'avait pas requis de garantie de soumission laquelle aurait dû être saisie après le désistement de l'attributaire provisoire et les surcoûts

engendrés par le choix du second moins disant y imputés. Par ailleurs, il n'y a pas lieu de faire une seconde évaluation.

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux**

- a) le rapport annuel de la Cellule de Passation des Marchés (article 143 du CMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé ;
- b) les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP ;
- c) les dossiers de passation de marchés attribués au regard des procès verbaux et estimés à 62 541 566 F CFA n'ont pas été mis à notre disposition pour nous permettre de mettre en œuvre des procédures de vérification propres à nous permettre de nous prononcer sur la conformité de leurs procédures de dévolution ; il s'ensuit une incertitude sur la conformité desdites procédures aux dispositions du CMP (la liste de ces marchés est présentée en annexe).

A notre avis, au regard de l'importance des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci-avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés par la Commune de Kébémér ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

	<b>SOMMAIRE</b>	<b>Pages</b>
	Lexique des abréviations et sigles	7
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.1	Synthèse des non conformités sur la passation et recommandations	9
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	14
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	16
1.4	Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	18
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	32
2.1	Contexte de l'intervention	33
2.2	Objectifs de la mission	34
2.2.1	Objectifs généraux	34
2.2.2	Objectifs spécifiques	34
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	35
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	38
3	Approche méthodologique	39
3.1	Revue approfondie des textes de référence	40
3.2	Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	41
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	42
3.3.1	Audit de la préparation des marchés	43
3.3.2	Audit de la gestion de l'attribution	44
3.3.3	Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	45
4	Résultats des travaux	46
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	47
4.1.1	Commission des marchés	47
4.1.2	Cellule de passation des marchés	47
4.1.3	Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	47
4.1.4	Documents de programmation de la passation des marchés	47
4.1.4.1	Plan de passation des marchés	47
4.1.4.2	Avis général de passation des marchés	48
4.1.5	Rappel des seuils applicables à la Commune de KEBEMER	48
4.2	Examen des marchés	49
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	49
4.2.2	Marchés conclus par Appel d'Offres	50
4.2.3	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	55

### **Liste des abréviations et sigles**

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CK	Commune de Kébémér
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**SECTION 1**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**



## **1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**

## 1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

#### **AOO PORTANT TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE CINQ SALLES DE CLASSE**

**Lot 1 : Construction de trois salles de classe à Kébémér 5 (1) et Kébémér 9 (2)**

**Lot 2 : Construction de deux salles de classe à Mor Madjiguène Kébé (1) et Mbaye Fatma Kébé (1)**

Le support de publicité de l'avis d'appel d'offres n'a pas été joint au dossier. Cependant, l'avis inséré dans le DAO qui nous a été transmis ne comporte pas le montant de la garantie de soumission et sa durée de validité en violation des dispositions de l'article 66-f). La date limite de dépôt des offres n'est pas non plus précisée dans cet avis ;

L'autorité contractante n'a pas utilisé le document-type tel qu'édicte par l'ARMP pour l'établissement du DAO. De ce fait, les données particulières de l'appel d'offres ne sont pas précisées dans le DAO ;

Madame le Receveur Municipal s'est fait représenter par un agent qui ne figure pas dans l'arrêté de nomination des membres de la Commission des Marchés comme suppléant du Receveur Municipal en violation de l'article 36 du CMP ;

Le terme « dépouillement » n'est plus utilisé par le CMP ;

Dans le procès verbal d'ouverture des plis, la Commission des Marchés a d'emblée éliminé deux soumissionnaires (BTP Assainissement et SEBTPA) au motif que le montant de leurs offres financières dépassaient le budget prévisionnel. Cette élimination constitue une violation des dispositions du CMP car toutes les offres jugées conformes et recevables doivent être admises pour examen détaillé ; le choix de la Commission devant par la suite porter sur l'offre conforme la moins disante. Cette élimination à l'ouverture est susceptible de faire l'objet d'un recours pouvant entraîner l'annulation de la procédure et retarder l'exécution du plan de passation des marchés ;

Nous avons noté une incohérence entre les différents documents de passation des marchés ; en effet, l'intitulé du DAO fait état d'un appel d'offres en deux lots respectifs relatifs à la construction de trois salles de classe à Kébémér 5 (2) et Kébémér 9 (1) pour le lot N° 1 et deux salles

de classe à Mor Madjiguène Kébé (1) et Mbaye Fatma Kébé (1) pour le lot N°2. L'examen du tableau récapitulatif des offres annexé au DAO a permis de relever qu'il y est mentionné que le lot 2 serait constitué des équipements des salles de classe. De plus, le Procès Verbal d'Ouverture des plis tout comme les offres des soumissionnaires portent sur deux lots constitués respectivement de la Construction des Salles de Classe (Lot N°1) d'une part et de l'Equipement des Salles de Classe (Lot N° 2) d'autre part ;

En fait, il s'agit de deux marchés différents, l'un passé par appel d'offres et relatif à la construction de salles de classe en deux lots comme indiqué ci-avant et le second marché relatif à l'équipement des salles de classe passé par DRP. Les deux marchés ont fait l'objet d'un procès verbal unique dans lequel les deux lots relatifs à la construction ont été traités comme un lot unique en violation du règlement de la consultation et la DRP a été intégrée au PV comme s'il s'agissait du lot N°2. Il convient, pour la clarté du processus d'évaluation d'établir des procès verbaux distincts mais également de veiller à ne pas faire un nouvel allotissement en cours d'évaluation ;

Le procès verbal unique de la Commission des Marchés qui a condensé les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution indique que le GIE MBOUL retenu comme attributaire provisoire s'est désisté. Cette information ne doit pas figurer dans le procès verbal dès lors que l'attributaire provisoire n'est pas censé être informé des résultats de l'évaluation. Il s'agit d'une violation du secret des délibérations auquel sont astreints les membres de la Commission des Marchés ;

Le dossier qui nous a été présenté ne comporte pas la notification de l'attribution provisoire tout comme de la lettre d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres. Le support de publicité de l'attribution provisoire ne figure pas non plus dans le dossier en violation des dispositions de l'article 83 du CMP ;

Par lettre en date du 03 octobre 2011, le GIE MBOUL, attributaire provisoire du marché a renoncé à la construction des 5 salles de classe pour des raisons techniques et financières tout en acceptant d'exécuter le lot 2 (nouveau) relatif à l'équipement des salles de classe. Le procès verbal indique qu'une seconde évaluation a été faite à l'issue de laquelle, le second moins disant en l'occurrence le GIE Keur Darou Niane a été provisoirement retenu pour l'exécution des travaux de construction des salles de classe. Nous notons, sous ce rapport que le DAO n'avait pas requis de garantie de soumission laquelle aurait pu être saisie après le désistement de l'attributaire provisoire et les surcoûts engendrés par le choix du second moins disant y imputés. Par ailleurs, il n'y avait pas lieu de faire une seconde évaluation. ;

Aucun document n'atteste de la transmission du PVO aux soumissionnaires en violation de l'article 67-4 du CMP ;

Le GIE Mboul s'est désisté près d'un mois et demi après la notification d'attribution provisoire ;

Le rapport d'évaluation technique devant attester de la conformité technique des offres par rapport aux termes du DAO n'est pas joint au dossier ;

Seules les offres du GIE Darou Niane et SEBTPA ont été jointes au dossier ;

Les supports de publicité des attributions provisoire et définitive, documents de règlement, PV de chantier et attestation de service fait n'ont pas été non plus versés au dossier.

### **CONSTAT GENERAL SUR LES DRP**

Les lettres d'invitation à soumissionner ne mentionnent pas le nom des autres candidats invités à participer à la consultation ; il s'agit d'une instruction de la circulaire du Premier Ministre relative aux modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP à laquelle il convient de se conformer ;

Les lettres à adresser aux soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ne figurent pas non plus dans le dossier qui nous a été transmis. Nous rappelons que cette information est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure ;

L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater de nombreux signes de collusion entre les fournisseurs. Les mêmes erreurs sont retrouvées aux mêmes endroits sur les factures pro forma présentées par ces quatre fournisseurs. Outre les signes de collusion entre fournisseurs, d'autres indices identifiés dans les documents de l'Autorité Contractante montrent que la simulation pourrait être le fait du personnel même de la Commune ;

Les documents d'exécution des marchés (bons de commandes, contrats, factures, bordereaux de livraison, procès verbaux de réception, pièces de règlement) n'ont pas été mis à notre disposition pour nous permettre d'apprécier la matérialité des prestations et leurs règlements conformes aux dispositions contractuelles. Ces manquements sont l'illustration de déficiences importantes dans le système de classement et d'archivage des pièces de marché.

## SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

### **AOO PORTANT TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE CINQ SALLES DE CLASSE**

**Lot 1 : Construction de trois salles de classe à Kébémér 5 (1) et Kébémér 9 (2)**

**Lot 2 : Construction de deux salles de classe à Mor Madjiguène Kébé (1) et Mbaye Fatma Kébé (1)**

Se conformer aux dispositions des articles 36, 66, 67 et 83 du CMP ;

Veiller à établir des procès verbaux distincts pour chaque procédure de passation des marchés ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

## **1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
Les documents d'exécution des marchés (bons de commandes, contrats, factures, bordereaux de livraison, procès verbaux de réception, pièces de règlement) n'ont pas été mis à notre disposition pour nous permettre d'apprécier la matérialité des prestations et leurs règlements conformes aux dispositions contractuelles. Ces manquements sont l'illustration de déficiences importantes dans le système de classement et d'archivage des pièces de marché.
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
Se conformer aux instructions de l'ARMP en matière d'archivage et de classement des pièces de marché.

### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**



<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
<p>RAS</p>
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
<p>RAS</p>

#### **1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

<b>TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS</b>
---

Nature	AO	DRP	DRP 51-2011/CKB (SECTEUR SANTE)			
	Construction de 5 salles de classe	Equipements de 5 salles de classe	Lot 1 : Acquisition matériel de nettoyage et désinfection	Lot 2 : Acquisition de Fournitures de bureau	Lot 3 : Entretien de véhicules et engins	Lot 4 : Acquisition de Matériels informatiques
<b>Attributaires</b>	<b>GIE DAROU NIANE</b>	<b>GIE MBOUL</b>	<b>SUARLSECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARLSECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARLSECK &amp; FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>19 871 878</b>	<b>3 333 500</b>	<b>3 347 500</b>	<b>1 418 500</b>	<b>2 026 000</b>	<b>1 000 000</b>
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP			✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 36 du CMP sur la commission des marchés	✓	✓				
Violation de l'article 66 du CMP sur l'avis d'appel d'offres	✓					
Violation de l'article 67-4 du CMP sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires	✓					
Violation de l'art 83 du CMP sur la décision d'attribution	✓	✓				
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Terme utilisé inadéquat	✓					
Signes de collusion			✓	✓	✓	✓
Mode de passation inapproprié			✓	✓	✓	✓

<b>DRP 51-2011/CKB</b> <b>(SECTEUR SANTE)</b>				
<b>Nature</b>	<b>Lot 5 : Acquisition de Produits pharmaceutiques</b>	<b>Lot 6 : Acquisition de matériel et appareils médicaux</b>	<b>Lot 7 : Frais recyclage et de formation professionnelle</b>	<b>Lot 8 : Acquisition de Matériels de bureau</b>
<b>Attributaires</b>	<b>Pharmacie Régionale d'Approvisionnement</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>12 900 000</b>	<b>2 060 000</b>	<b>3 455 000</b>	<b>84 000</b>
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Signes de collusion	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Mode de passation inapproprié	✓	✓	✓	✓

<b>DRP 25-2011/CKB</b> <b>(CABINET DU MAIRE)</b>				
<b>Nature</b>	<b>Fourniture de bureau</b>	<b>Entretien Eclairage public (pièces &amp; main d'œuvre)</b>	<b>Matériels de balayage</b>	<b>Produits de désinfection</b>
<b>Attributaire</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>400 000</b>	<b>450 000</b>
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Signes de collusion	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Mode de passation inapproprié	✓	✓	✓	✓

<b>DRP 51-2011/CKB</b> <b>(CABINET DU MAIRE)</b>				
<b>Nature</b>	<b>Entretien véhicules et engins</b>	<b>Dépenses diverses (appui aux familles religieuses) riz, tomate</b>	<b>Ateliers et garage  Acquisition pièces de rechange</b>	<b>Imprimés et registres</b>
<b>Attributaires</b>	<b>SUARL  SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL  SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL  SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL  SECK &amp; FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>700 000</b>	<b>3 000 000</b>	<b>500 000</b>	<b>2 824 700</b>
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Signes de collusion	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Mode de passation inapproprié	✓	✓	✓	✓

DRP 25-2011/CKB				
CABINET DU MAIRE				
Nature	Service des eaux Entretiens divers	Fournitures de bureau (secrétaire et bureau)	Acquisition matériel d'abattoirs	Propriété Communale Entretiens divers
Attributaires	SUARL SECK & FRERES	BTP ASSAINISSEMENT DECORATION	BTP ASSAINISSEMENT DECORATION	SUARL SECK&FRERES
Montant du marché en FCFATTC	600 000	3 000 000	600 000	1 117 500
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Signes de collusion	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Mode de passation inapproprié	✓	✓	✓	✓

<b>DRP 25-2011/CKB</b> <b>CABINET DU MAIRE</b>				
<b>Nature</b>	<b>Entretien &amp; réparation des bâtiments Halles - Marchés-frigo</b>	<b>Acquisition de petit matériel de bureau</b>	<b>Atelier et garage- Lubrifiants</b>	<b>Service des eaux Acquisition de pièces ou matériel de rechange</b>
<b>Attributaires</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>BTP ASSAINISSEMENT DECORATION</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>2 000 000</b>	<b>300 000</b>	<b>700 000</b>	<b>600 000</b>
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Signes de collusion	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Mode de passation inapproprié	✓	✓	✓	✓



<b>DRP 25-2011/CKB</b> <b>CABINET DU MAIRE</b>				
<b>Nature</b>	<b>Eclairage public pièce ou matériel de rechange</b>	<b>Dépenses imprévues (sac de riz)</b>	<b>Location véhicules (assainissement et nettoieement)</b>	<b>Petit Matériel de bureau</b>
<b>Date lettre de saisine aux fournisseurs/prestataires</b>	30 mai 2011	24 Août 2011	30 mai 2011	30 mai 2011
<b>Attributaires</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>BTP ASSAINISSEMENT DECORATION</b>	<b>BTP ASSAINISSEMENT DECORATION</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>4 000 000</b>	<b>3 000 000</b>	<b>1 200 000</b>	<b>300 000</b>
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Signes de collusion	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Mode de passation inapproprié	✓	✓	✓	✓

<b>DRP N°25/CKB</b> <b>RECETTE - PERCEPTION -MUNICIPALE</b>				
<b>Nature</b>	<b>Imprimés et registres (perception municipale)</b>	<b>Matériels Perception municipale</b>	<b>Communication téléphone (Recette municipale)</b>	<b>Imprimés et registres (Recette municipale)</b>
<b>Attributaires</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>1 000 000</b>	<b>700 000</b>	<b>50 000</b>	<b>500 000</b>
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Signes de collusion	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Mode de passation inapproprié	✓	✓	✓	✓

<b>DRP N° 51/CKB</b> <b>(Jeunesse)</b>				
<b>Nature</b>	<b>Fourniture de bureau</b>	<b>Formation et Recyclage (matériels didactiques)</b>	<b>Formation et recyclage (Denrées alimentaires)</b>	<b>Matériels et produits d'entretien</b>
<b>Attributaires</b>	<b>SUARL</b> <b>SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL</b> <b>SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL</b> <b>SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL</b> <b>SECK &amp;FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>1 213 000</b>	<b>96 800</b>	<b>1 903 000</b>	<b>701 400</b>
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Signes de collusion	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Mode de passation inapproprié	✓	✓	✓	✓

DRP N° 51/CKB						
FONDS DE DOTATION SPORT						
Nature	Matériel informatique	Fourniture de bureau	Formation et recyclage (denrées alimentaires)	Formation et recyclage (matériels didactiques)	Matériels et produits d'entretien	Coupes et récompenses
Attributaire	SUARL SECK & FRERES	SUARL SECK & FRERES	SUARL SECK & FRERES	SUARL SECK & FRERES	SUARL SECK & FRERES	SUARL SECK & FRERES
Montant du marché en FCFATTC	800 000	1 250 000	461 000	265 000	117 800	770 000
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Signes de collusion	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Mode de passation inapproprié	✓	✓	✓	✓	✓	✓

DRP N° 51-2011/CKB			
IDEN DE KEBEMER			
Attributaires	SUARL SECK &FRERES	SUARL SECK &FRERES	SUARL SECK &FRERES
Montant du marché en FCFATTC	11 262 700	2 533 520	690 000
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓
Signes de collusion	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓
Mode de passation inapproprié	✓	✓	✓

<b>DRP N° 69/CKB</b> <b>CABINET DU MAIRE</b>				
<b>Nature</b>	<b>Dépenses diverses (Riz, huile, tomate etc.)</b>	<b>Dépenses diverses (Riz, huile, tomate etc.)</b>	<b>Dépenses imprévues (ciment, fer, béton etc.)</b>	<b>Travaux d'entretien de bâtiments (ciment, fer, béton etc.)</b>
<b>Attribution</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>2 996 000</b>	<b>998 000</b>	<b>2 999 500</b>	<b>2 989 943</b>
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Signes de collusion	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Mode de passation inapproprié	✓	✓	✓	✓

<b>DRP</b>		
<b>Nature</b>	<b>Dépenses Cérémonie réception conseil municipal</b>	<b>Habillement pour le chauffeur</b>
<b>Attribution</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>752 899</b>	<b>690 000</b>
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓
Signes de collusion	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓

**SECTION 2**  
**CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**



## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2011 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

## **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

### **2.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;

- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### 2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2011, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
  - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et

5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMF). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

### **AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

#### **2.2.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### 3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### 3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2011 – 04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;



- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;

### **3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Commune de Kébémér pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux

pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,

- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

### 3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais

requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),

- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

### 3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,

- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

### **3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES**

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

## **SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4. RESULTATS DES TRAVAUX**

### **4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

#### **4.1.1 COMMISSION DES MARCHES**

La Commission des Marchés (CM) de la Commune de Kébémér, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée par arrêté N° 003/11 du 20 janvier 2011. La Commune de Kébémér s'est conformée aux dispositions de l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

#### **4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée par arrêté N°01/11 du 20 janvier 2011 conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. Les actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) et de la Commission des Marchés ont été transmis à la DCMP et à l'ARMP.

#### **4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS**

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** n'ont pas été signées par les membres de la CPM et n'ont a fortiori pas été transmis à la DCMP.

#### **4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de la Commune, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

##### **4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

La Plan de Passation des Marchés a été confectionné conformément au modèle prescrit. La Commune de Kébémér s'est conformée aux dispositions de l'article 6 du CMP qui invite toutes les Autorités Contractantes à préparer un PPM ; elle ne l'a cependant transmis qu'en mai 2011 alors que cette transmission doit être effective au plus tard le 31 décembre 2010 pour ce qui concerne la gestion 2011.

#### 4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été établi le 26 avril 2011. Nous n'avons pas obtenu le support de publicité de l'AGPM pour apprécier si l'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

#### 4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA COMMUNE DE KEBEMER

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la Commune de Kébémér sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA COMMUNE DE KEBEMER EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP DAC sur	Seuil de contrôle DCMP Rapport d'évaluation sur	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	$\geq 60$	$\geq 35$
Fournitures et services	15	150	40	400	$\geq 30$	$\geq 25$
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	$\geq 35$



## 4.2 EXAMEN DES MARCHES

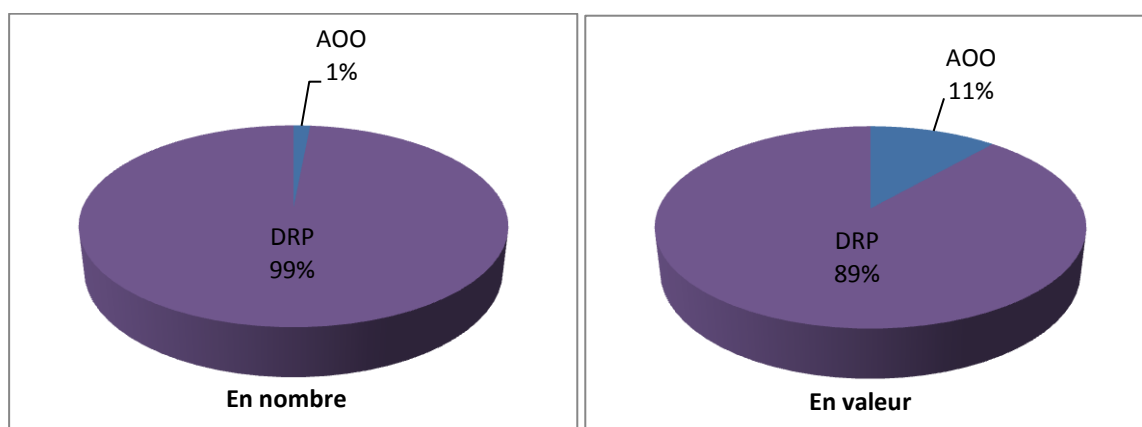
### 4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2010		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d’offres ouvert (AOO)	1	19 871 878	1	19 871 878	100	100
Appel d’offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	66	153 941 409	51	92 057 262	77,27	59,80
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenant	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>67</b>	<b>173 813 287</b>	<b>52</b>	<b>111 929 140</b>	<b>77,61</b>	<b>64,40</b>

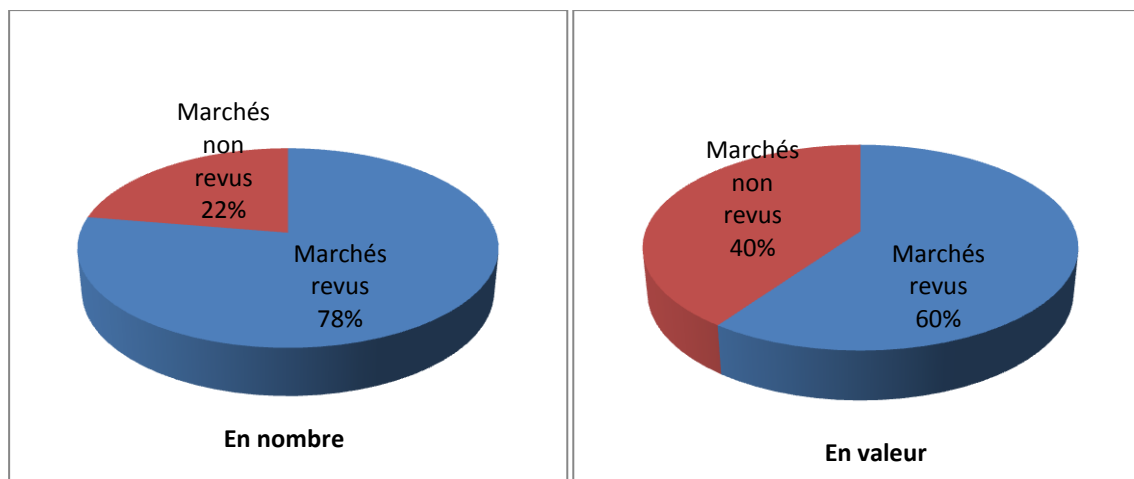
La répartition des marchés présentés se présente comme suit :



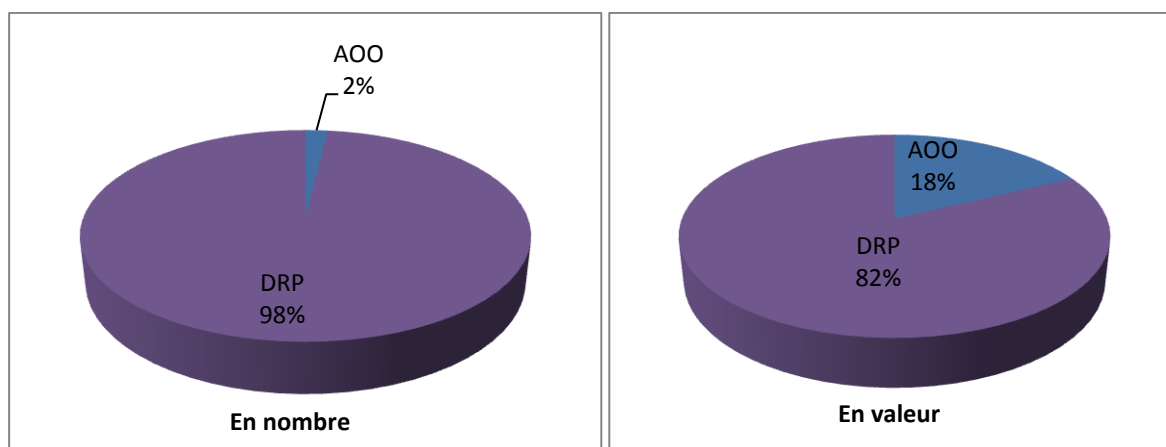
**CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation.

Nous avons examiné, l'unique appel d'offres (100% en nombre et 100% en valeur) et 51 des 66 DRP (77,27% en nombre et 59,80% en valeur) passés par la Commune de Kébémér soit un taux de couverture de 77,61% en nombre et 64,40% en valeur.



**CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR**



**DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

#### 4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES

<b>AOO PORTANT TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE CINQ SALLES DE CLASSE</b>		
<b>Lot 1 : Construction de trois salles de classe à Kébémér 5 (1) et Kébémér 9 (2)</b>		
<b>Lot 2 : Construction de deux salles de classe à Mor Madjiguène Kébé (1) et Mbaye Fatma Kébé (1)</b>		
<b>Date de l'AGPM</b>		-
<b>Date de transmission du DAO à la DCMP</b>		-
<b>Date de publication de l'AO</b>		L'Observateur du 14 juillet 2011 (Tiré du Procès verbal d'ouverture des plis)
<b>Date limite de dépôt des offres</b>		-
<b>Délai de préparation des offres</b>		-
<b>Date d'ouverture des plis</b>		17 Août 2011 à 09 h 55
<b>Durée de validité des offres</b>		60 jours
<b>Date des lettres de notification d'attribution et d'informations</b>		24 août 2011
<b>Date d'attribution provisoire</b>		26 août 2011
<b>Date contrat</b>		17 octobre 2011
<b>Date d'approbation</b>		-
<b>Date d'immatriculation</b>		-
<b>Date de notification</b>		-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>		21 novembre 2011
<b>Date de publicité de l'avis d'attribution définitive</b>		-
<b>Délai d'exécution</b>		90 jours
<b>Garantie de soumission</b>		Néant
<b>Attributaire</b>  <b>GIE KEUR DAROU NIANE</b>	<b>Lot 1 : Construction de 3 salles de classe</b>	<b>12 179 859 F CFA TTC</b>
	<b>Lot 2 : Construction de 2 salles de classe</b>	<b>7 692 019 F CFA TTC</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Le support de publicité de l'avis d'appel d'offres n'a pas été joint au dossier. Cependant, l'avis inséré dans le DAO qui nous a été transmis ne comporte pas le montant de la garantie de soumission et sa durée de validité en violation des dispositions de l'article 66-f). La date limite de dépôt des offres n'est pas non plus précisée dans cet avis ;</p> <p>L'autorité contractante n'a pas utilisé le document-type tel qu'édicte par l'ARMP pour l'établissement du DAO. De ce fait, les données</p>	

	<p>particulières de l'appel d'offres ne sont pas précisées dans le DAO ;</p> <p>Madame le Receveur Municipal s'est fait représenter par un agent qui ne figure pas dans l'arrêté de nomination des membres de la Commission des Marchés comme suppléant du Receveur Municipal en violation de l'article 36 du CMP ;</p> <p>Le terme « dépouillement » n'est plus utilisé par le CMP ;</p> <p>Dans le procès verbal d'ouverture des plis la Commission des Marchés a d'emblée éliminé deux soumissionnaires (BTP Assainissement et SEBTPA) au motif que le montant de leurs offres financières dépassait le budget prévisionnel. Cette élimination constitue une violation des dispositions du CMP car toutes les offres jugées conformes et recevables doivent être admises pour examen détaillé ; le choix de la Commission devant par la suite porter sur l'offre conforme la moins disante. Cette élimination à l'ouverture est susceptible de faire l'objet d'un recours pouvant entraîner l'annulation de la procédure et retarder l'exécution du plan de passation des marchés ;</p> <p>Nous avons noté une incohérence entre les différents documents de passation des marchés. En effet, l'intitulé du DAO fait état d'un appel d'offres en deux lots relatifs respectivement à la construction de trois salles de classe à Kébémér 5 (2) et Kébémér 9 (1) pour le lot N° 1 et deux salles de classe à Mor Madjiguène Kébé (1) et Mbaye Fatma Kébé (1) pour le lot N° 2. L'examen du tableau récapitulatif des offres annexé au DAO a permis de relever qu'il y est mentionné que le lot 2 serait constitué des équipements des salles de classe. De plus, le Procès Verbal d'Ouverture des plis tout comme les offres des soumissionnaires portent sur deux lots constitués respectivement de la Construction des Salles de Classe (Lot N°1) d'une part et de l'Equipement des Salles de Classe (Lot N° 2) d'autre part ;</p> <p>En fait, il s'agit de deux marchés différents, l'un passé par appel d'offres et relatif à la construction de salles de classes en deux lots comme indiqué ci-avant et le second marché relatif à l'équipement des salles de classe passé par DRP. Les deux marchés ont fait l'objet d'un procès verbal unique dans lequel les deux lots relatifs à la construction ont été traités comme un lot unique en violation du règlement de la consultation et la DRP a été intégrée au PV comme s'il s'agissait du lot N°2. Il convient, pour la clarté du processus d'évaluation d'établir des procès verbaux distincts mais également de veiller à ne pas faire un nouvel allotissement en cours d'évaluation ;</p> <p>Le procès verbal unique de la Commission des Marchés qui a condensé les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution indique que le GIE MBOUL retenu comme attributaire provisoire s'est désisté. Cette information ne doit pas figurer dans le procès verbal dès lors que l'attributaire provisoire n'est pas censé être informé des résultats de l'évaluation. Il s'agit d'une violation du</p>
--	--

	<p>secret des délibérations auquel sont astreints les membres de la Commission des Marchés ;</p> <p>Le dossier qui nous a été présenté ne comporte pas la notification de l'attribution provisoire tout comme de la lettre d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres. Le support de publicité de l'attribution provisoire ne figure pas non plus dans le dossier en violation des dispositions de l'article 83 du CMP ;</p> <p>Par lettre en date du 03 octobre 2011, le GIE MBOUL, attributaire provisoire du marché a renoncé à la construction des 5 salles de classe pour des raisons techniques et financières tout en acceptant d'exécuter le lot 2 (nouveau) relatif à l'équipement des salles de classe. Le procès verbal indique qu'une seconde évaluation a été faite à l'issue de laquelle, le second moins disant en l'occurrence le GIE Keur Darou Niane a été provisoirement retenu pour l'exécution des travaux de construction des salles de classe. Nous notons sous ce rapport que le DAO n'avait pas requis de garantie de soumission laquelle aurait pu être saisie après le désistement de l'attributaire provisoire et les surcoûts engendrés par le choix du second moins disant y imputés. Par ailleurs, il n'y avait pas lieu de faire une seconde évaluation ;</p> <p>Aucun document n'atteste de la transmission du PVO aux soumissionnaires en violation de l'article 67-4 du CMP ;</p> <p>Le GIE Mboul s'est désisté près d'un mois et demi après la notification d'attribution provisoire ;</p> <p>Le rapport d'évaluation technique devant attester de la conformité technique des offres par rapport aux termes du DAO n'est pas joint au dossier ;</p> <p>Seules les offres du GIE Darou Niane et SEBTPA ont été jointes au dossier ;</p> <p>Les supports de publicité des attributions provisoire et définitive, documents de règlement, PV de chantier et attestation de service fait n'ont pas été non plus versés au dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions des articles 36, 66, 67 et 83 du CMP ;</p> <p>Veiller à établir des procès verbaux distincts pour chaque procédure de passation des marchés ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité</b>	<p>Le DAO est à valider au préalable par le service des marchés publics - pôle nord. Et suite à cela, nous lançons le marché. Au dépouillement, après vérification de la conformité, une évaluation des</p>

<b>Contractante</b>	<p>offres techniques doit précéder l'évaluation financière. Ainsi, dans le procès verbal en question, les faits relatés ne sont pas en phase avec la réalité.</p> <p>Concernant les lots, nous distinguons généralement les travaux aux équipements. Et le PV en question a fait en même temps état du dépouillement de l'appel d'offres ouvert et de la DRP du fait que les deux dépouillements se sont déroulés en une seule séance. Néanmoins, pour plus de clarté, nous veillerons à une séparation des PV.</p> <p>Les lettres de notification et d'information aux soumissionnaires sont régulièrement envoyées. Malheureusement, le secrétaire municipal qui est toujours malade, ne pouvait pas mettre à votre disposition les copies.</p> <p>La division d'appui à la maîtrise d'ouvrage de l'ARD et la Maison du Développement Local de Kébémér sont déjà saisies pour appuyer l'équipe municipale. Car nous sommes conscients que la conformité de nos procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP, permet une rationalisation de nos ressources et une meilleure prise en charge des préoccupations des populations.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons acte de vos commentaires relatifs au déroulement concomitant de deux procédures différentes. Nous précisons que nos investigations ont été faites sur place et sur la base des pièces fournies en particulier sur le procès verbal d'ouverture d'évaluation et d'attribution qui a servi, entre autres, de support à nos travaux et investigations. Tous nos constats sont basé sur des éléments factuels y consignés ; par conséquent, nous maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

#### 4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

<b>DRP PORTANT EQUIPEMENT (MOBILIER SCOLAIRE) DE CINQ SALLES DE CLASSE</b>	
<b>Date de publicité de la DRP</b>	-
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	-
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'ouverture des plis</b>	17 Août 2011 à 09 h 55
<b>Durée de validité des offres</b>	60 jours
<b>Date des lettres de notification d'attribution et d'informations</b>	24 août 2011
<b>Date d'attribution provisoire</b>	26 août 2011
<b>Date contrat</b>	-
<b>Date d'approbation</b>	-
<b>Date d'immatriculation</b>	-
<b>Date de notification</b>	-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	-
<b>Délai d'exécution</b>	60 jours
<b>Attributaire : GIE MBOUL</b>	<b>3 333 500 F CFA TTC</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Madame le Receveur Municipal s'est fait représenter par un agent qui ne figure pas dans l'arrêté de nomination des membres de la Commission des Marchés comme suppléant du Receveur Municipal en violation de l'article 36 du CMP ;</p> <p>Le terme « dépouillement » n'est plus utilisé dans la nouvelle terminologie des marchés publics ;</p> <p>Dans le procès verbal d'ouverture des plis la Commission des Marchés a d'emblée éliminé deux soumissionnaires (BTP Assainissement et</p>

	<p>SEBTPA) au motif que le montant de leurs offres financières dépassaient le budget prévisionnel. Cette élimination constitue une violation des dispositions du CMP car toutes les offres jugées conformes et recevables doivent être admises pour examen détaillé le choix de la Commission devant par la suite porter sur l'offre conforme la moins disante. Cette élimination à l'ouverture est susceptible de faire l'objet d'un recours pouvant entraîner l'annulation de la procédure et retarder l'exécution du plan de passation des marchés ;</p> <p>Le procès verbal d'ouverture des plis qui constitue également celui d'attribution ne relate pas la vérification des pièces administratives et autres justificatifs requis comme critères de qualification dans le cahier des charges. Nous notons que le rapport d'évaluation ne nous a pas été transmis ;</p> <p>Seules les offres du GIE Darou Niane et SEBTPA ont été jointes au dossier ;</p> <p>Les documents relatifs à l'exécution du marché (contrat, bon de commande, facture, bon de livraison), au règlement n'ont pas été non plus versés au dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 36 du CMP ;</p> <p>Veiller à établir des procès verbaux distincts pour chaque procédure de passation des marchés ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	



<b>DRP 51-2011/CKB (SECTEUR SANTE)</b>	<b>Lot 1 : Acquisition matériel de nettoyage et désinfection</b>	<b>Lot 2 : Acquisition de Fournitures de bureau</b>	<b>Lot 3 : Entretien de véhicules et engins</b>	<b>Lot 4 : Acquisition de Matériels informatiques</b>
<b>Date lettre de saisine des fournisseurs/prestataires</b>	24 Août 2011	24 Août 2011	24 Août 2011	24 Août 2011
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	02 Sept 2011	02 Sept 2011	02 Sept 2011	02 Sept 2011
<b>Date de convocation des membres de la commission des marchés</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Date d'ouverture des plis</b>	2 septembre 2011	2 septembre 2011	2 septembre 2011	2 septembre 2011
<b>Offres des Candidats</b> SEBTPA SARL BTP ASSAINIS DECO GIE MAACHAALAH SUARL SECK & FRERES	4 340 000 4 290 000 3 815 000 3 347 500	1 898 500 1 859 000 1 595 500 1 418 500	2 605 000 2 461 500 2 184 000 2 026 000	1 330 000 1 285 000 1 156 000 1 000 000
<b>Attributaires</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>3 347 500</b>	<b>1 418 500</b>	<b>2 026 000</b>	<b>1 000 000</b>
<b>Notification d'attribution</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Lettre d'informations aux candidats non retenus</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner ne mentionnent pas le nom des autres candidats invités à participer à la consultation ; il s'agit d'une instruction de la circulaire du Premier Ministre relative aux modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP à laquelle il convient de se conformer ;</p> <p>Les lettres à adresser aux soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ne figurent pas non plus dans le dossier qui nous a été transmis. Nous rappelons que cette information est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure ;</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater de nombreux signes de collusion entre les fournisseurs. Les mêmes erreurs sont retrouvées aux mêmes endroits sur les factures pro forma présentées par ces quatre fournisseurs. Outre les signes de collusion entre fournisseurs, d'autres indices identifiés dans les documents de l'Autorité Contractante montrent que la simulation pourrait être le fait du personnel même de la Commune ;</p> <p>Les documents d'exécution des marchés (bons de commandes, contrats, factures, bordereaux de livraison, procès verbaux de réception, pièces de règlement) n'ont pas été mis à notre disposition</p>			

	pour nous permettre d'apprécier la matérialité des prestations et leurs règlements conformes aux dispositions contractuelles. Ces manquements sont l'illustration de déficiences importantes dans le système de classement et d'archivage des pièces de marché.
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la transparence des opérations de passation des marchés et bannir la simulation de concurrence et les pratiques collusives ;</p> <p>Formaliser la notification de l'attribution et informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres conformément aux dispositions de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller à l'archivage exhaustif des pièces de marchés conformément aux instructions de l'ARMP en la matière (manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés).</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Pour les DRP, nous contactons les entreprises formelles, connues dans la zone. Ce qui laisse entrevoir que le même groupe d'entreprises est consulté. Nous affichons aussi les appels à candidature au niveau de la mairie, de la perception et de la préfecture. Et, il faut remarquer que les entreprises qui s'activent aux marchés publics ne sont pas nombreuses dans la commune.</p> <p>Nos agents font de leur mieux pour se conformer aux procédures. Et je veille au respect des principes d'équité et de transparence. Néanmoins, nous notons les limites du personnel et des sessions de renforcement des capacités de l'équipe de la municipalité seront prises en compte aux budgets.</p>
<b>Appréciations du Consultant</b>	Nous prenons bonne note de vos commentaires mais maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire. .

<b>DRP 51-2011/CKB (SECTEUR SANTE)</b>	<b>Lot 5 : Acquisition de Produits pharmaceutiques</b>	<b>Lot 6 : Acquisition de matériel et appareils médicaux</b>	<b>Lot 7 : Frais recyclage et de formation professionnelle</b>	<b>Lot 8 : Acquisition de Matériels de bureau</b>
<b>Date lettre de saisine aux fournisseurs/prestataires</b>	24 Août 2011	24 Août 2011	24 Août 2011	24 Août 2011
<b>Convocation commission des marchés</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	02 Sept 2011	02 Sept 2011	02 Sept 2011	02 Sept 2011
<b>Date d'ouverture des plis</b>	02 Sept 2011	02 Sept 2011	02 Sept 2011	02 Sept 2011
<b>Candidats sollicités</b> SEBTPA Sarl BTP Assainis Déco Gie Maachaalah Suarl Seck&frères PRA LOUGA	- - - - 12 900 000	2 435 000 2 215 000 2 245 000 2 060 000	5 152 500 4 807 500 4 152 500 3 455 000	145 000 125 000 100 000 84 000
<b>Attributaire</b>	<b>Pharmacie Régionale d'Approvisionnement</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>12 900 000</b>	<b>2 060 000</b>	<b>3 455 000</b>	<b>84 000</b>
<b>Notification d'attribution</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Lettre d'informations aux candidats non retenus</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Totaux attribués</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES.....13 391 000 F CFA TTC</b> <b>PRA de Louga.....12 900 000 F CFA TTC</b>			
<b>Non conformités</b>	Voir Fiche ci-avant. Par ailleurs, au regard de la valeur cumulée des lots qui dépasse le seuil de passation des marchés par appels d'offres, il apparait que le mode de passation sélectionné n'est pas approprié. En effet, pour le choix du mode de passation, le seuil est apprécié au regard de la valeur cumulée des lots constitutifs du marché et non par rapport à la valeur des lots pris individuellement.			
<b>Recommandations</b>	Voir fiche ci-avant. Veiller à bien choisir le mode de passation en tenant compte du montant du marché pris dans son ensemble et non par rapport au montant des lots pris individuellement.			
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>				
<b>Appréciation du Consultant</b>				

<b>DRP 25-2011/CKB (CABINET DU MAIRE)</b>	<b>Fourniture de bureau</b>	<b>Entretien Eclairage public (pièces &amp; main d'œuvre)</b>	<b>Matériels de balayage</b>	<b>Produits de désinfection</b>
<b>Date lettre de saisine des fournisseurs/prestataires</b>	30 mai 2011	30 mai 2011	30 mai 2011	30 mai 2011
<b>Convocation commission des marchés</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	7 juillet 2011	7 juillet 2011	7 juillet 2011	7 juillet 2011
<b>Date d'ouverture des plis</b>	7 juillet 2011	7 juillet 2011	7 juillet 2011	7 juillet 2011
<b>Candidats / Offres</b>				
SEBTPA Sarl	1 261 500	1 525 000	510 000	525 000
BTP Assainis Déco	1 182 000	1 100 000	442 500	494 500
Gie Maachalah	1 316 500	1 650 000	560 000	532 500
Suarl Seck&frères	1 000 000	1 000 000	400 000	450 000
<b>Attribution</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>400 000</b>	<b>450 000</b>
<b>Notification d'attribution</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Lettre d'informations aux candidats non retenus</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Non conformités</b>	Voir fiche ci-avant			
<b>Recommandations</b>	Voir fiche ci-avant			
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>				
<b>Appréciation du Consultant</b>				

<b>DRP 51-2011/CKB (CABINET DU MAIRE)</b>	<b>Entretien véhicules et engins</b>	<b>Dépenses diverses (appui aux familles religieuses ) riz, tomate</b>	<b>Ateliers et garage Acquisition pièces de rechange</b>	<b>Imprimés et registres</b>
<b>Date lettre de saisine des fournisseurs/prestataires</b>	30 mai 2011	30 mai 2011	30 mai 2011	30 mai 2011
<b>Convocation commission des marchés</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	7 juillet 2011	7 juillet 2011	7 juillet 2011	7 juillet 2011
<b>Date d'ouverture des plis</b>	7 juillet 2011	7 juillet 2011	7 juillet 2011	7 juillet 2011
<b>Candidats sollicités</b>				
SEBTPA Sarl	907 500	3 562 500	805 000	5 098 000
BTP Assainis Déco	857 000	3 522 500	575 000	4 752 500
Gie Maachaalah	930 000	3 880 000	510 000	6 064 000
Suarl Seck&frères	700 000	3 000 000	500 000	2 824 700
<b>Attribution</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>700 000</b>	<b>3 000 000</b>	<b>500 000</b>	<b>2 824 700</b>
<b>Notification d'attribution</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Lettre d'informations aux candidats non retenus</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Non conformités</b>	Voir fiche ci-avant			
<b>Recommandations</b>	Voir fiche ci-avant			
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>				
<b>Appréciation du Consultant</b>				

<b>DRP 25-2011/CKB CABINET DU MAIRE</b>	<b>Service des eaux Entretiens divers</b>	<b>Fournitures de bureau (secrétaire et bureau)</b>	<b>Acquisition matériel d'abattoirs</b>	<b>Propriété Communale Entretiens divers</b>
<b>Date lettre de saisine des fournisseurs/prestataires</b>	30 mai 2011	30 mai 2011	30 mai 2011	30 mai 2011
<b>Convocation commission des marchés</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	7 juillet 2011	7 juillet 2011	7 juillet 2011	7 juillet 2011
<b>Date d'ouverture des plis</b>	7 juillet 2011	7 juillet 2011	7 juillet 2011	7 juillet 2011
<b>Candidats sollicités</b>				
SEBTPA Sarl	840 000	3 178 500	723 000	1 240 000
BTP Assainis Déco	715 000	3 000 000	600 000	1 205 000
Gie Maachaalah	1 575 000	3 243 500	857 500	1 270 000
Suarl Seck&frères	600 000	3 225 000	625 000	1 117 500
<b>Attribution</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>BTP ASSAINISSEMENT DECORATION</b>	<b>BTP ASSAINISSEMENT DECORATION</b>	<b>SUARL SECK&amp;FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>600 000</b>	<b>3 000 000</b>	<b>600 000</b>	<b>1 117 500</b>
<b>Notification d'attribution</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Lettre d'informations aux candidats non retenus</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Non conformités</b>	Voir fiche ci-avant			
<b>Recommandations</b>	Voir fiche ci-avant			
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>				
<b>Appréciation du Consultant</b>				

<b>DRP 25-2011/CKB CABINET DU MAIRE</b>	<b>Entretien &amp; réparation des bâtiments Halles - Marchés-frigo</b>	<b>Acquisition de petit matériel de bureau</b>	<b>Atelier et garage- Lubrifiants</b>	<b>Service des eaux Acquisition de pièces ou matériel de rechange</b>
<b>Date lettre de saisine des fournisseurs/prestataires</b>	30 mai 2011	30 mai 2011	30 mai 2011	30 mai 2011
<b>Convocation commission des marchés</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	7 juillet 2011	7 juillet 2011	7 juillet 2011	7 juillet 2011
<b>Date d'ouverture des plis</b>	7 juillet 2011	7 juillet 2011	7 juillet 2011	7 juillet 2011
<b>Candidats sollicités</b> SEBTPA Sarl BTP Assainis Déco Gie Maachaalah Suarl Seck&frères	2 367 500 2 175 000 2 397 500 2 000 000	406 000 350 000 471 500 300 000	775 000 700 000 833 500 734 000	732 5 00 645 000 816 500 600 000
<b>Attribution</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>BTP ASSAINISSEMENT DECORATION</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>2 000 000</b>	<b>300 000</b>	<b>700 000</b>	<b>600 000</b>
<b>Notification d'attribution</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Lettre d'informations aux candidats non retenus</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Non conformités</b>	Voir fiche ci-avant			
<b>Recommandations</b>	Voir fiche ci-avant			
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>				
<b>Appréciation du Consultant</b>				

<b>DRP 25-2011/CKB CABINET DU MAIRE</b>	<b>Eclairage public pièce ou matériel de rechange</b>	<b>Dépenses imprévues (sac de riz)</b>	<b>Location véhicules (assainissement et nettoieiment)</b>	<b>Petit Matériel de bureau</b>
<b>Date lettre de saisine aux fournisseurs/prestataires</b>	30 mai 2011	24 Août 2011	30 mai 2011	30 mai 2011
<b>Convocation commission des marchés</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	7 juillet 2011	02 Sept 2011	7 juillet 2011	7 juillet 2011
<b>Date d'ouverture des plis</b>	7 juillet 2011	02 Sept 2011	7 juillet 2011	7 juillet 2011
<b>Candidats sollicités</b> SEBTPA Sarl BTP Assainis Déco Gie Maachaalah Suarl Seck&frères	5 350 000 4 600 000 5 800 000 4 000 000	3 750 000 3 000 000 4 050 000 3 250 000	1 500 000 1 200 000 1 420 000 1 320 000	406 000 350 500 471 000 300 000
<b>Attribution</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>BTP ASSAINISSEMENT DECORATION</b>	<b>BTP ASSAINISSEMENT DECORATION</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>4 000 000</b>	<b>3 000 000</b>	<b>1 200 000</b>	<b>300 000</b>
<b>Notification d'attribution</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Lettre d'informations aux candidats non retenus</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Non conformités</b>	Voir fiche ci-avant			
<b>Recommandations</b>	Voir fiche ci-avant			
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>				
<b>Appréciation du Consultant</b>				



<b>DRP N°25/CKB RECETTE - PERCEPTION - MUNICIPALE</b>	<b>Imprimés et registres (perception municipale)</b>	<b>Matériels Perception municipale</b>	<b>Communication téléphone (Recette municipale)</b>	<b>Imprimés et registres (Recette municipale)</b>
<b>Date lettre de saisine des fournisseurs/prestataires</b>	30 mai 2011	30 mai 2011	30 mai 2011	30 mai 2011
<b>Convocation commission des marchés</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Date d'ouverture des plis</b>	7 juillet 2011	7 juillet 2011	7 juillet 2011	7 juillet 2011
<b>Candidats / Offres</b>				
BTP Assainis Déco	1 025 000	807 500	75 000	575 000
Gie Maachaalah	1 150 000	780 000	62 500	575 000
Suarl Seck&frères	1 000 000	700 000	50 000	500 000
<b>Attribution</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>1 000 000</b>	<b>700 000</b>	<b>50 000</b>	<b>500 000</b>
<b>Notification d'attribution</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Lettre d'informations aux candidats non retenus</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Non conformités</b>	Voir fiche ci-avant			
<b>Recommandations</b>	Voir fiche ci-avant			
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>				
<b>Appréciation du Consultant</b>				

<b>DRP N° 51/CKB (Jeunesse)</b>	<b>Fourniture de bureau</b>	<b>Formation et Recyclage (matériels didactiques)</b>	<b>Formation et recyclage (Denrées alimentaires)</b>	<b>Matériels et produits d'entretien</b>
<b>Date lettre de saisine des fournisseurs/prestataires</b>	24 Août 2011	24 Août 2011	24 Août 2011	24 Août 2011
<b>Convocation commission des marchés</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	02 Sept 2011	02 Sept 2011	02 Sept 2011	02 Sept 2011
<b>Date d'ouverture des plis</b>	02 Sept 2011	02 Sept 2011	02 Sept 2011	02 Sept 2011
<b>Candidats sollicités</b> SEBTPA Sarl BTP Assainis Déco Suarl Seck&frères	1 368 500 1 428 500 1 213 000	109 300 134 000 96 800	1 994 000 1 994 000 1 903 000	747 750 778 700 701 400
<b>Attribution</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>1 213 000</b>	<b>96 800</b>	<b>1 903 000</b>	<b>701 400</b>
<b>Notification d'attribution</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Lettre d'informations aux candidats non retenus</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Non conformités</b>	Voir fiche ci-avant			
<b>Recommandations</b>	Voir fiche ci-avant			
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>				
<b>Appréciation du Consultant</b>				

<b>DRP N° 51/CKB FONDS DE DOTATION SPORT</b>	<b>Matériel informatique</b>	<b>Fourniture de bureau</b>	<b>Formation et recyclage (denrées alimentaires)</b>	<b>Formation et recyclage (matériels didactiques)</b>
<b>Date lettre de saisine des fournisseurs/prestataires</b>	24 Août 2011	24 Août 2011	24 Août 2011	24 Août 2011
<b>Convocation commission des marchés</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	02 Sept 2011	02 Sept 2011	02 Sept 2011	02 Sept 2011
<b>Date d'ouverture des plis</b>	02 Sept 2011	02 Sept 2011	02 Sept 2011	02 Sept 2011
<b>Candidats sollicités</b>  BTP Assainis Déco Gie Maachaalah Suarl Seck&frères	845 500 880 000 800 000	1 311 250 1 435 000 1 250 000	556 000 562 500 461 000	550 000 437 750 265 000
<b>Attribution</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>800 000</b>	<b>1 250 000</b>	<b>461 000</b>	<b>265 000</b>
<b>Notification d'attribution</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Lettre d'informations aux candidats non retenus</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Non conformités</b>	Voir fiche ci-avant			
<b>Recommandations</b>	Voir fiche ci-avant			
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>				
<b>Appréciation du Consultant</b>				

<b>DRP N° 51/CKB FONDS DE DOTATION SPORT</b>	<b>Matériels et produits d'entretien</b>	<b>Coupes et récompenses</b>
<b>Date lettre de saisine des fournisseurs/prestataires</b>	24 Août 2011	24 Août 2011
<b>Convocation commission des marchés</b>	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	02 Sept 2011	02 Sept 2011
<b>Date d'ouverture des plis</b>	02 Sept 2011	02 Sept 2011
<b>Candidats sollicités</b>  BTP Assainis Déco Gie Maachaalah Suarl Seck&frères	  135 000 145 750 117 800	  853 500 817 500 770 000
<b>Attribution</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>117 800</b>	<b>770 000</b>
<b>Notification d'attribution</b>	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Lettre d'informations aux candidats non retenus</b>	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Non conformités</b>	Voir fiche ci-avant	
<b>Recommandations</b>	Voir fiche ci-avant	
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>		
<b>Appréciation du Consultant</b>		

<b>DRP N° 51-2011/CKB IDEN DE KEBEMER</b>	<b>Fourniture de bureau (école)</b>	<b>Fourniture de bureau (iden)</b>	<b>Dépenses imprévues (habillement chauffeurs)</b>
<b>Date lettre de saisine des fournisseurs/prestataires</b>	24 Août 2011	24 Août 2011	24 Août 2011
<b>Convocation commission des marchés</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	02 Sept 2011	02 Sept 2011	02 Sept 2011
<b>Date d'ouverture des plis</b>	02 Sept 2011	02 Sept 2011	02 Sept 2011
<b>Candidats sollicités</b> SEBTPA Sarl BTP Assainis Déco Suarl Seck&frères	12 223 950 12 134 275 11 262 700	2 840 000 3 158 000 2 533 520	840 000 710 000 690 000
<b>Attribution</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>11 262 700</b>	<b>2 533 520</b>	<b>690 000</b>
<b>Notification d'attribution</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Lettre d'informations aux candidats non retenus</b>	Non Communiquée	Non Communiquée	Non Communiquée
<b>Non conformités</b>	Voir fiche ci-avant		
<b>Recommandations</b>	Voir fiche ci-avant		
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>			
<b>Appréciation du Consultant</b>			

<b>DRP N° 69/CKB CABINET DU MAIRE</b>	<b>Dépenses diverses (Riz, huile, tomate etc)</b>	<b>Dépenses diverses (Riz, huile, tomate etc)</b>	<b>Dépenses imprévues (ciment, fer, béton etc)</b>	<b>Travaux d'entretien de bâtiments (ciment, fer, béton etc</b>
<b>Date lettre de saisine des fournisseurs/prestataires</b>	7 décembre 2011	7 décembre 2011	Non communiquée	Non communiquée
<b>Convocation commission des marchés</b>	Non communiquée	Non communiquée	Non communiquée	Non communiquée
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	Non communiquée	Non communiquée	Non communiquée	Non communiquée
<b>Date d'ouverture des plis</b>	7 décembre 2011	7 décembre 2011	Non communiquée	Non communiquée
<b>Candidats sollicités</b> BTP Assainis Déco Gie Maachaalah Suarl Seck&frères	3 588 000 3 269 500 2 996 000 collusion	1 192 500 1 088 500 998 000 collusion	3 101 040 2 999 500 3 111 542 collusion	3 215 500 2 989 943 3 109 300 collusion
<b>Attribution</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp;FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>2 996 000</b>	<b>998 000</b>	<b>2 999 500</b>	<b>2 989 943</b>
<b>Notification d'attribution</b>	Non communiquée	Non communiquée	Non communiquée	Non communiquée
<b>Lettre d'informations aux candidats non retenus</b>	Non communiquée	Non communiquée	Non communiquée	Non communiquée
<b>Non conformités</b>	Voir fiche ci-avant			
<b>Recommandations</b>	Voir fiche ci-avant			
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>				
<b>Appréciation du Consultant</b>				

<b>DRP</b>	<b>Dépenses Cérémonie réception conseil municipal</b>	<b>Habillement pour le chauffeur</b>
<b>Date lettre de saisine aux fournisseurs/prestataires</b>	Non communiquée	Non communiquée
<b>Convocation commission des marchés</b>	Non communiquée	Non communiquée
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	Non communiquée	Non communiquée
<b>Date d'ouverture des plis</b>	Non communiquée	Non communiquée
<b>Candidats sollicités</b> BTP Assainis Déco Suarl Seck&frères SEBTPA Sarl GIE Maachaalah	896 387 752 899 1 024 122	840 000 690 000 - 710 000
<b>Attribution</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>	<b>SUARL SECK &amp; FRERES</b>
<b>Montant du marché en FCFATTC</b>	<b>752 899</b>	<b>690 000</b>
<b>Notification d'attribution</b>	Non communiquée	Non communiquée
<b>Lettre d'informations aux candidats non retenus</b>	Non communiquée	Non communiquée
<b>Non conformités</b>	Voir fiche ci-avant	
<b>Recommandations</b>	Voir fiche ci-avant	
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>		
<b>Appréciation du Consultant</b>		

**Marchés attribués au regard des procès verbaux de dépouillement mais non transmis pour examen**

<b>Imputation budgétaire</b>	<b>DRP</b>	<b>Bénéficiaires</b>	<b>Attributaires</b>	<b>Montants F CFA</b>
313/6490	DRP N° 51 du 24 août 2011	CABINET DU MAIRE	SUARL SECK & FRERES	1 998 400
702/1 –G221622	DRP N° 51 du 24 août 2011	ECLAIRAGE PUBLIC	GIE AND LIGUEY	4 367 270
441/64551	DRP N° 51 du 24 août 2011	SPORT	SUARL SECK & FRERES	770 000
441/64551	DRP N° 51 du 24 août 2011	SPORT	SUARL SECK & FRERES	500 000
341/63313	DRP N° 25 du 30 mai 2011	PERCEPTION MUNICIPALE	SUARL SECK & FRERES	4 100 000
701-2/221049	DRP N° 25 du 30 mai 2011	EQUIPEMENTS ADMINISTRATIFS	ETABLISSEMENT KHEWEUL	14 998 899
702-1/B	DRP N° 25 du 30 mai 2011	VOIERIE URBAINE	DAOUDA SECK ETMCB	1 994 000
702-3/2103	DRP N° 25 du 30 mai 2011	URBANISME ET HABITAT	CABINET MAYACINE THIAM	6 884 000
704-1/221049	DRP N° 25 du 30 mai 2011	INFRASTRUCTURES	DAOUDA SECK ETMCB	1 392 160
G/221622	DRP N° 25 du 30 mai 2011	ECLAIRAGE PUBLI	GIE AND LIGUEY	5 632 730
705/A/2237	DRP N° 25 du 30 mai 2011	SANTE, HYGIENE, ACTIONS SOCIALES	SUARL SECK & FRERES	8 997 618
705-1/220707	DRP N° 25 du 30 mai 2011	SANTE, HYGIENE, ACTIONS SOCIALES	SUARL SECK & FRERES	2 000 000
706/3/220838	DRP N° 25 du 30 mai 2011	EQUIPEMENTS SPORTIFS	SUARL SECK & FRERES	4 495 000
321/63310	DRP N° 25 du 30 mai 2011	SECRETARIAT ET BUREAUX	IMPRIMERIE A Z	1 174 100
313/6490	DRP N° 25 du 30 mai 2011	DEPENSES DIVERSES CABINET DU MAIRE	SUARL SECK & FRERES	2 034 500
509/6491	DRP N° 25 du 30 mai 2011	DEPENSES IMPREVUES	SUARL SECK & FRERES	650 000
508/6381	DRP N° 25 du 30 mai 2011	RECEPTIONS	RESTAURANT LE PROKHANE	552 889
<b>TOTAL</b>				<b>62 541 566</b>



**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 avril 2013

**A Monsieur le Maire**  
**de la Commune de Kébémér**  
**Kébémér**

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2011

**Monsieur le Maire,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires dans les huit jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, **Monsieur le Maire**, l'expression de notre parfaite considération.

*Je soussigné Jossiane  
Salim Sy 2<sup>e</sup> Adjoint du Maire  
de la commune de Kébémér  
avons reçu en copie pour  
le faire parvenir comme convenu  
ce jour 21 avril 2013*

Ibra Guèye  
Associé

## **ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**



République du Sénégal  
Région de Louga  
Département de Kébémér  
Commune de Kébémér

22 2013

Kébémér, le 24 Avril 2013

**Monsieur le Directeur,**

Nous accusons réception votre rapport de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés au titre de la gestion 2011.

A la lumière des réserves notées par votre service sur les procédures de passation de marché, nous apportons les éclaircissements ci – après :

a) *Pour les DRP*, nous contactons les entreprises formelles, connues dans la zone. Ce qui laisse entrevoir que le même groupe d'entreprises est consulté. Nous affichons aussi les appels à candidature au niveau de la mairie, de la perception et de la préfecture. Et, il faut remarquer que les entreprises qui s'activent aux marchés publics ne sont pas nombreuses dans la commune.

Nos agents font de leur mieux pour se conformer aux procédures. Et, Je veille aux respects des principes d'équité et de transparence. Néanmoins, nous notons les limites du personnel et des sessions de renforcement des capacités de l'équipe de la municipalité seront prises en compte aux budgets.

b) *Pour les appels d'offres ouverts*, le DAO est à valider au préalable par le service des marchés publics – pôle nord. Et, suite à cela, nous lançons le marché. Au dépouillement, après vérification de la conformité, une évaluation des offres techniques doit précéder l'évaluation financière. Ainsi, dans le procès verbal en question, les faits relatés ne sont pas en phase avec la réalité.

Concernant, les lots, nous distinguons généralement les travaux aux équipements. Et, le PV en question a fait en même temps état du dépouillement de l'appel d'offres ouvert et de la DRP du fait que les deux dépouillements se sont déroulés en une seule séance. Néanmoins, pour plus de clarté, nous veillerons à une séparation des PV.

Les lettres de notification et d'information aux soumissionnaires sont régulièrement envoyées. Malheureusement, le secrétaire municipal qui est toujours malade, ne pouvait pas mettre à votre disposition les copies.

La division d'appui à la maîtrise d'ouvrage de l'ARD et la Maison du Développement Local de Kébémér sont déjà saisies pour appuyer l'équipe municipale. Car nous sommes conscients que la conformité de nos procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP, permet une rationalisation de nos ressources et une meilleure prise en charge des préoccupations des populations.

En vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, **Monsieur le Directeur**, l'assurance de ma considération distinguée.

A

**Monsieur le Directeur de  
BUSINESS SYSTEM CONSULTING GROUP**

Le Maire  
Mamadou Lamine THIAM  
LE MAIRE  
Commune de Kébémér